



Vous êtes : [Accueil](#) » [Tribune/Opinions](#) » [Contributeurs Spécialisés](#)

Contributeurs Spécialisés

Jérusalem, capitale d'une seule nation tout au long de l'histoire, Eli E. Hertz

Imprimer  Envoyer à un ami 

25/05/09

« La vérité peut ne jamais triompher, mais elle a toujours raison », Eli E. Hertz.

Texte original anglais (pdf) : "[Jerusalem, One Nation's Capital Throughout History](#)", sur le site [Myths and Facts](#).

Traduction française : [Menahem Macina pour upjf.org](#)

Capitale d'une seule nation tout au long de l'histoire

Jérusalem et le peuple juif sont tellement indissociables que relater l'histoire de l'un c'est relater celle de l'autre. Pendant plus de 3 000 ans, Jérusalem a joué un rôle central dans l'histoire culturelle et politique des Juifs, rôle attesté, en premier par les Ecritures. Tout au long des 2 000 ans de la Dispersion, les Juifs ont appelé Jérusalem leur foyer ancestral. Cela contraste fortement avec la relation entre Jérusalem et les nouveaux islamistes qui majorent artificiellement le lien de l'islam avec Jérusalem.

Les dirigeants arabes qui ont dominé Jérusalem au long des années 1950 et 1960 n'ont pas fait preuve de tolérance religieuse dans une ville qui a donné naissance aux deux plus grandes religions occidentales. Les choses ont changé après la Guerre des Six-Jours de 1967, quand Israël a repris le contrôle de toute la ville. Symboliquement, l'une des premières démarches d'Israël a été de reconnaître et de respecter tous les intérêts religieux à Jérusalem. Mais la guerre pour le contrôle de Jérusalem et de ses lieux saints n'est pas finie.

Le terrorisme palestinien a particulièrement pris pour cible Jérusalem dans le but d'enlever à Israël le contrôle de la ville. Le résultat est qu'ils ont fait de Jérusalem, la Ville de la paix, un champ de bataille sanglant, et ont donc renoncé à leur prétention d'avoir part au destin de la ville.

Le lien juif avec Jérusalem est historique, religieux et politique

Jérusalem, écrit l'historien Martin Gilbert, n'est pas une "simple" ville. Elle tient une place spirituelle et matérielle centrale dans l'histoire des Juifs en tant que peuple » ¹.

Pendant plus de 3 000 ans, le peuple juif a considéré Jérusalem comme sa capitale spirituelle, politique

et historique, même quand il n'exerçait pas son autorité matérielle sur la ville. Durant toute sa longue histoire, Jérusalem a constitué et constitue encore la capitale d'une seule nation – celle qui appartient aux Juifs. Sa prééminence dans l'histoire juive commença en 1004 avant l'ère chrétienne, lorsque David fit de la ville la capitale du premier royaume juif ². Selon la Bible, le successeur de David, son fils Salomon, y construisit le Premier Temple comme lieu saint pour rendre un culte au Tout-Puissant. Malheureusement, l'histoire ne sera pas favorable au peuple juif. Quatre cent dix ans après l'achèvement de la construction du Temple de Jérusalem, les Babyloniens (ancêtres lointains des Iraquiens d'aujourd'hui) prirent la ville et la détruisirent, contraignant les Juifs à l'exil.

Cinquante ans plus tard, les Juifs, ou Israélites, comme on les appelait alors, furent autorisés à revenir après la conquête de Babylone par la Perse (aujourd'hui l'Iran). La première préoccupation des Juifs fut de revendiquer Jérusalem comme capitale et de rebâtir le Saint Temple, dont l'histoire fait mention sous le nom de Second Temple.

Jérusalem était plus que la capitale politique du royaume juif, c'était un phare spirituel. Durant les périodes du Premier et du Second Temple, les Juifs de tout le royaume se rendaient en pèlerinage à Jérusalem, trois fois par an, pour les saints jours de Soukkot, Pâque et Shavouot, jusqu'à la destruction du Second Temple par l'empire romain, en 70 de l'ère chrétienne, mettant fin à la souveraineté juive sur Jérusalem pour les 2 000 années subséquentes. Malgré ce destin, les Juifs n'ont jamais renoncé à leur attachement envers Jérusalem, et, du même coup, envers Eretz Israel, la Terre d'Israël.

Où qu'aient vécu les Juifs partout dans le monde, durant ces deux millénaires, leurs pensées et leurs prières allaient vers Jérusalem. Même aujourd'hui, que ce soit en Israël, aux Etats-Unis, ou en n'importe quel autre endroit, la pratique du rituel juif, la célébration des fêtes et des événements qui jalonnent la vie, incluent la reconnaissance de Jérusalem comme élément central de l'expérience juive. Remarquez les faits suivants :

- Les Juifs, lorsqu'ils prient, se tournent toujours vers Jérusalem.
- L'arche (l'armoire sainte) qui renferme les rouleaux de la Torah, dans les synagogues du monde entier, est orientée en direction de Jérusalem ³.
- Chaque année, les Juifs terminent leur office de Pâque par ces mots : « L'an prochain à Jérusalem » ; les mêmes mots sont prononcés à la fin de Yom Kippour, le jour le plus solennel de l'année juive.
- Un moratoire de trois semaines, lors des mariages célébrés en été rappelle le percement des murs de Jérusalem par l'armée babylonienne, en 586 avant l'ère chrétienne. Le point culminant de cette période est un jour spécial de deuil – Tisha B'Av (le neuvième jour du mois hébraïque Av) – pour commémorer la destruction de l'un et l'autre Temples.
- Les cérémonies nuptiales, occasions de joie, sont marquées par la tristesse de la perte de Jérusalem. Le nouveau marié récite un verset biblique remontant à l'exil de Babylone : "Si je t'oublie, Jérusalem, que ma main droite perde sa dextérité" ⁴, et l'on brise un verre en souvenir de la destruction des deux Temples.

Même le langage du corps, souvent très révélateur sur la personne, reflète l'importance de Jérusalem pour les Juifs en tant que peuple et, indiscutablement, la faible priorité qu'a la ville pour les musulmans :

- Les Juifs prient *tournés vers Jérusalem*, tandis que les Israéliens prient *tournés vers la Montagne du Temple*.
- Tandis que les musulmans prient *tournés vers La Mecque*, à Jérusalem, les musulmans prient *le dos tourné à la ville* [de Jérusalem].
- Même lors d'un enterrement, le visage d'un musulman se tourne vers La Mecque.

Enfin, notons le nombre de fois où Jérusalem est mentionnée dans les livres saints des deux religions :

- L'Ancien Testament mentionne Jérusalem 349 fois, et Sion, autre nom de Jérusalem, 108 fois ⁵.
- Le Coran ne mentionne jamais Jérusalem – *pas une seule fois*.

Même lorsque d'autres étaient les maîtres de Jérusalem, des Juifs continuaient à vivre dans la ville, bien qu'ils fussent persécutés et réduits à la misère. Avant l'avènement du sionisme moderne dans les années 1880, les Juifs étaient mus par une forme de sionisme religieux à vivre en Terre Sainte, où ils étaient établis surtout dans quatre villes saintes : Safed, Tibériade, Hébron, et par-dessus tout, Jérusalem. De ce fait, les Juifs ont constitué la majorité de la population de la ville, durant des générations. En 1898, « Dans cette Ville des Juifs, où la population est trois fois plus nombreuse que toutes les autres... » les Juifs constituaient 75% ⁶ de la population de la Vieille Ville, que le Secrétaire général [de l'ONU] Kofi

Annan appelait "Jérusalem-est". En 1914, quand les Turcs ottomans étaient maîtres de la ville, les 45 000 Juifs constituaient la majorité d'une population totale de 65 000 habitants. Et à l'époque de la création de l'Etat israélien, en 1948, 100 000 Juifs vivaient dans la ville contre seulement 65 000 Arabes ⁷. Avant l'unification, la superficie de "Jérusalem-est" sous domination jordanienne n'était que de 6 kilomètres carrés, contre 38 pour la "partie juive".

Le lien ténu de l'islam

Malgré 1 300 ans de domination arabo-musulmane, Jérusalem n'a jamais été la capitale d'une entité arabe, ni jamais mentionnée dans la charte de l'Organisation de la Palestine avant qu'Israël n'ait reconquis Jérusalem-est lors de la Guerre des Six-Jours de 1967.

De manière générale, le rôle de Jérusalem dans l'islam se comprend mieux comme étant la conséquence d'exigences politiques qui influent grandement sur la croyance religieuse.

Mohammed, qui fonda l'islam en 622 de notre ère, naquit et grandit dans ce qui est aujourd'hui l'Arabie Saoudite ; il ne mit jamais les pieds à Jérusalem. Son lien avec la ville n'apparaît qu'après sa mort, quand le sanctuaire du Dôme du Rocher et la mosquée al-Aqsa furent édifiés, en 688 et 691, respectivement, leur construction étant stimulée par des rivalités politiques et religieuses. En 638, le Calife (ou successeur de Mohammed) Omar et ses armées d'invasion conquièrent Jérusalem sur l'Empire byzantin. La raison pour laquelle ils voulurent construire un édifice sacré à Jérusalem, était de proclamer la suprématie ⁸ de l'islam sur la chrétienté et sur son sanctuaire le plus sacré, l'Eglise du Saint Sépulcre.

Mais le plus important était la lutte pour le pouvoir au sein de l'islam lui-même. Les Califes Omeyyades établis à Damas, qui exerçaient leur pouvoir sur Jérusalem, voulaient créer un lieu saint concurrent, au cas où leurs rivaux empêcheraient l'accès à La Mecque. C'était important parce que le *Hajj* – pèlerinage à La Mecque – était et demeure aujourd'hui l'un des Cinq Piliers de l'islam. Aussi construisirent-ils le sanctuaire connu sous le nom de Dôme du Rocher, ainsi que la mosquée adjacente ⁹.

Pour accroître le prestige du "substitut de La Mecque", la mosquée de Jérusalem fut appelée al-Aqsa. Ce qui signifie, en arabe, la "mosquée la plus éloignée", mais a des implications beaucoup plus larges, du fait que c'est l'expression même qui figure dans un passage-clé du Coran, intitulé "Le Voyage Nocturne". Dans ce passage, Mohammed arrive à al-Aqsa sur un destrier ailé accompagné de l'Archange Gabriel ; de là ils montent dans les cieux pour une rencontre surnaturelle avec Allah, après quoi Mohammed retourne à La Mecque. Le fait d'appeler Jérusalem *al-Aqsa* constituait une tentative d'affirmer que le Dôme du Rocher était l'endroit précis d'où Mohammed était monté aux cieux, liant ainsi Jérusalem à la révélation divine pour la foi musulmane. Mais le problème est que Mohammed est mort en 632, soit près de 50 ans avant que la première construction de la mosquée de *al-Aqsa* fût achevée.

Jérusalem n'a jamais supplanté l'importance de La Mecque dans le monde islamique. Quand la dynastie des Omeyyades prit fin en 750, Jérusalem tomba, elle aussi dans une quasi-obscurité durant 350 ans, jusqu'aux Croisades. Durant ces siècles, de nombreux sites musulmans se délabrèrent et, en 1016, le Dôme du Rocher s'effondra ¹⁰. Pendant 1 300 ans encore, diverses dynasties islamiques continuèrent, dans le cadre du contrôle total qu'elles exerçaient sur la Terre d'Israël, à exercer sur Jérusalem une autorité, interrompue seulement par les Croisés. Ce qui est surprenant, c'est que, cette période terminée, aucune dynastie islamique n'ait fait de Jérusalem sa capitale ¹¹. Au 19^{ème} siècle, Jérusalem avait été si négligée par les souverains islamiques que certains écrivains occidentaux qui visitèrent Jérusalem furent poussés à écrire à ce propos. L'écrivain français Gustave Flaubert, par exemple, trouva des « ruines partout », lors de sa visite en 1850, à l'époque où la ville faisait partie de l'Empire turc (1516-1417). Soixante-dix ans plus tard, Mark Twain écrivait que Jérusalem était « devenue un village misérable » ¹².

En fait, l'importance de Jérusalem dans le monde musulman n'apparaît clairement que quand des non-musulmans (dont les Croisés, les Britanniques, et les Juifs) gouvernent la ville, ou s'en emparent ¹³. Ce n'est qu'en ces occasions historiques que les dirigeants islamiques affirment que Jérusalem est leur *troisième* ville sainte, après La Mecque et Médine ¹⁴. Ce fut à nouveau le cas en 1967, lorsque Israël s'empara de Jérusalem-est (et de la Vieille Ville), alors sous autorité jordanienne, au cours de la Guerre des Six-Jours de 1967. Curieusement, la Charte Nationale de l'OLP, rédigée en 1964, ne mentionnait jamais Jérusalem. Ce n'est qu'après qu'Israël reprit le contrôle de la ville entière, que l'OLP mit à jour sa Charte pour y inclure Jérusalem.

Le honteux passé jordanien

Aussi récemment qu'au milieu du 20^{ème} siècle, quand les Arabes contrôlaient encore des parties de Jérusalem, ils ne faisaient pas preuve de respect pour la Ville Sainte.

En 1948, quand la Jordanie prit le contrôle de la partie orientale de Jérusalem, dont la Vieille Ville, elle divisa la ville, pour la première fois de ses 3 000 ans d'histoire. Aux termes de l'accord d'armistice de 1949 avec Israël, la Jordanie promit de permettre le libre accès aux lieux saints, mais omit d'honorer cet engagement. De 1948 à la Guerre des Six-Jours de 1967, la partie de Jérusalem sous contrôle jordanien redevint une ville provinciale sous-développée, et ses lieux de culte furent de nouveau l'objet d'intolérance religieuse.

La Vieille Ville fut vidée de Juifs. Des sites juifs, tel le Mont des Oliviers, furent profanés. La Jordanie détruisit plus de 50 synagogues ¹⁴ et détruisit toute trace d'une présence juive. De plus, tous les Juifs furent expulsés du Quartier Juif de la Vieille Ville adjacent au Mur Occidental, un endroit où des Juifs avaient vécu durant des générations.

Pendant 19 ans, les Juifs et les chrétiens habitant Israël (et même des musulmans) se virent interdits d'accès à leurs lieux saints, malgré l'engagement de la Jordanie de leur donner libre accès. Les Juifs, par exemple, furent dans l'impossibilité de prier au Mur Occidental ; des Arabes chrétiens vivant en Israël se virent refuser l'accès aux églises et autres sites religieux de la Vieille Ville et de Bethléem voisine, elle aussi sous autorité jordanienne ¹⁶. Durant la domination jordanienne sur Jérusalem-est, ses lois restrictives frappant les institutions chrétiennes menèrent à une diminution dramatique de plus de la moitié de la population chrétienne de la Ville Sainte, qui passa de 25 000 à 11 000 personnes ¹⁷, une situation qui caractérisa les Arabes chrétiens dans d'autres pays arabes de tout le Moyen-Orient, où la liberté religieuse n'est pas respectée.

Ce n'est qu'après la Guerre des Six-Jours que le Quartier Juif fut reconstruit et que le libre accès aux lieux saints fut rétabli. Il est intéressant de noter qu'après son annexion de la Cisjordanie, dans les années 1950, la Jordanie s'abstint aussi de faire de Jérusalem sa capitale, malgré le fait que les Arabes affirment maintenant qu'elle est "le troisième lieu le plus saint de l'islam".

Jérusalem réunifiée

Israël a réunifié Jérusalem en une seule ville en 1967, après que la Jordanie se fut jointe à l'offensive militaire égyptienne et syrienne et eut bombardé la partie juive de Jérusalem. L'un des premiers actes d'Israël fut d'accorder une liberté de culte sans précédent à toutes les religions dans la ville. Les dirigeants israéliens jurèrent qu'elle ne serait plus jamais divisée.

Malgré le traitement honteux du Quartier Juif et du Mont des Oliviers sous les Jordaniens et la violation par les Arabes de leurs engagements de rendre tous les sites accessibles aux Juifs et aux chrétiens, l'un des premiers actes entrepris par Israël après avoir réunifié la ville fut de garantir et de protéger les droits de tous les citoyens de Jérusalem. Cette initiative ne consistait pas seulement à donner à toutes les confessions de foi libre accès aux lieux saints, mais elle constituait un acte sans précédent de tolérance religieuse. Israël laissait aux autorités musulmanes et chrétiennes la responsabilité de gérer leurs lieux saints respectifs ¹⁸, y compris l'administration musulmane du site le plus saint du judaïsme, le Mont du Temple. Pourtant, par la suite, le *Waqf*, qui a la responsabilité administrative du Mont du Temple, viola la confiance dont il avait été investi, de respecter et de protéger la sainteté du Mont du Temple et pour les musulmans et pour les Juifs.

Jérusalem n'a jamais été une ville arabe

Les dirigeants arabes continuent à affirmer que Jérusalem est une ville arabe. Ce mythe est utilisé pour appliquer une stratégie destinée à arracher à Israël un contrôle partiel de Jérusalem et à faire de Jérusalem la capitale d'un Etat palestinien.

Il fait aussi partie d'une stratégie à longue portée visant à détruire l'Etat juif. C'est une des raisons pour lesquelles le Président de l'OLP, Yasser Arafat rejeta la proposition israélienne, à saisir alors ou jamais, lors des conversations de paix de Camp David en 2000.

La proposition visait à résoudre l'impasse sur le statut de Jérusalem en offrant aux Arabes de participer conjointement à l'administration de parties de la ville. Plus tard, Arafat révéla sa véritable position dans une déclaration formulée après le sommet, dans laquelle il affirmait que l'exigence de l'OLP en matière de souveraineté sur Jérusalem incluait l'Eglise du Saint Sépulcre, les mosquées du Mont du

Temple, le Quartier Arménien, « et Jérusalem dans son intégralité, intégralité, intégralité. »¹⁹.

Le mythe des « Deux Jérusalem »

Les Palestiniens ont entretenu un mythe selon lequel, historiquement, il y a eu deux Jérusalem – l'une arabe : "Jérusalem-est", l'autre juive : "Jérusalem-ouest".

Jérusalem n'a *jamais* été une ville arabe ; les Juifs sont en majorité depuis 1870¹⁹, et "Jérusalem-est" est une désignation géographique, et non politique. Cela revient à revendiquer que la côte Est du Maryland devienne une entité politique séparée du reste de l'Etat.

En 1880, les Juifs constituaient 52% de la population de la Vieille Ville dans Jérusalem-est, et peuplaient encore 42% de la Vieille Ville en 1914²¹. En 1948, il y avait 100 000 Juifs à Jérusalem, et 65 000 Arabes. Un recensement israélo-jordanien conjoint établissait qu'en 1961, la population de la ville était juive à 67%. Une photo aérienne de 1967 révèle la vérité concernant la zone appelée "Jérusalem-est" : ce n'était rien de plus qu'une ville surpeuplée entourée de murs, avec quelques quartiers dispersés entourés de villages.

Bien que la réunification de la ville ait fait de la *totalité* de Jérusalem la plus grande ville d'Israël et une métropole animée, même des dirigeants palestiniens modérés rejettent l'idée d'une ville unifiée. Leur exigence minimale : « juste Jérusalem-est » signifie réellement les lieux saints juifs (y compris le Quartier Juif et le Mur Occidental), que les Arabes n'ont pas protégés, et la restitution de quartiers où vit un pourcentage important de la population juive actuelle de Jérusalem. La majeure partie de cette ville est bâtie sur une terre vide et pierreuse située autour de la ville, qui a fait partie du domaine public durant les 42 ans passés. Avec une population totale de près de 750 000 habitants aujourd'hui, séparer Jérusalem-ouest et Jérusalem-est est aussi viable et acceptable que de scinder à nouveau Berlin en deux villes, ou de séparer l'est de Harlem du reste de Manhattan.

Les prétentions arabes concernant Jérusalem, ville juive s'il en fût, reflètent la mentalité du « Ce qui est à moi est à moi, et ce qui est à vous est à moi », sous-jacente à la conception palestinienne de la manière de mettre fin au conflit arabo-israélien. C'est la même conception qu'exprime l'exigence du "Droit de Retour"²² non seulement à Jérusalem, capitale d'Israël, mais aussi à l'intérieur de la Ligne Verte.

Les fantasmes arabes détruisent l'histoire

Les Arabes récusent le lien entre les Juifs et Jérusalem ; ils sabotent et détruisent les preuves archéologiques, même sur le lieu le plus saint du judaïsme, le Mont du Temple.

Les Arabes ont sans cesse nié la légitimité de la liaison du peuple juif à Jérusalem. Arafat et d'autres dirigeants arabes ont affirmé avec insistance qu'il n'y a jamais eu de temples juifs sur le Mont du Temple. Ils affirment aussi que le Mur Occidental est réellement un lieu saint islamique sur lequel les musulmans ont des droits historiques²³. Joignant le geste à la parole, le clergé islamique qui administre le Mont du Temple a fait preuve d'un manque de respect et d'un mépris flagrants à l'égard des preuves archéologiques d'une présence juive [à Jérusalem].

Entre 1999 et 2001, le Waqf musulman, a enlevé et jeté plus de 13 000 tonnes de ce qui a été appelé gravats provenant du Mont du Temple et de ses infrastructures, y compris des vestiges des périodes du Premier et du Second Temple, que les Israéliens avaient trouvés dans les décharges. Au cours de la construction d'une nouvelle mosquée souterraine, dans une salle souterraine estimée remonter à l'époque d'Hérode²⁴, durant le pavage d'une mosquée à ciel ouvert quelque part sur le Mont du Temple, le *Waqf* a interdit à l'Autorité des Antiquités Israéliennes de superviser, ou même d'observer le travail. Quand on découvre des vestiges archéologiques de quelque période que ce soit – juives ou autres – au cours de travaux de construction, l'Autorité est mandatée légalement pour superviser et observer *partout* en Israël, selon une législation qui remonte à 1922 et est documentée dans l'accord international de la Société des Nations afférent au "Mandat pour la Palestine".

Une attitude aussi grossièrement irrespectueuse pour l'héritage préislamique de Jérusalem – particulièrement à propos du site historique le plus sacré du judaïsme – est une forme beaucoup plus insidieuse de la même intolérance islamique qui a motivé les Taliban à démolir les gigantesques statues préislamiques du Bouddha, taillées dans le roc d'une falaise en Afghanistan²⁵.

Les lieux saints et Jérusalem

Jérusalem, semble-t-il, est au centre physique du conflit arabo-israélien. En fait, il existe deux problèmes distincts : celui de Jérusalem et celui des lieux saints.

Sir Elihu Lauterpacht, ancien juge ad hoc de la Cour Internationale de Justice, et expert renommé et respecté en droit international à l'Université de Cambridge, a dit :

« Non seulement les deux problèmes sont distincts, mais ils sont aussi de nature entièrement différente l'un de l'autre. S'agissant des lieux saints, le problème est majoritairement d'assurer le respect des intérêts existants des trois religions et de fournir les nécessaires garanties de liberté d'accès, de culte, et d'administration religieuse. Des questions de cette nature ne constituent qu'un problème marginal entre Israël et ses voisins et leur solution ne devrait pas compliquer les négociations de paix.

Et pour ce qui est de la Ville de Jérusalem elle-même, le problème est d'établir une administration efficace de la Ville, capable de protéger les droits des diverses composantes de sa population permanente – chrétienne, arabe et juive – et d'assurer la stabilité gouvernementale et la sécurité physique, qui sont des exigences essentielles pour la ville des Lieux Saints. » ²⁶.

L'internationalisation de Jérusalem

Dans son enquête sur les implications juridiques afférentes au statut de Jérusalem et des Lieux Saints, le juge, Sir Elihu Lauterpacht, a souligné que l'idée d'internationalisation de Jérusalem ne faisait pas partie du mandat international originel.

« Rien n'était dit, dans le Mandat concernant l'internationalisation de Jérusalem. En fait, Jérusalem en tant que telle n'est pas mentionnée, alors que les Lieux Saints le sont. Et c'est, en soi, un fait qui a de la pertinence maintenant. Il montre, en effet, qu'en 1922, on n'était pas enclin à lier la question des Lieux Saints à celle de l'internationalisation de Jérusalem ²⁷.

Les dirigeants arabes, y compris les palestiniens, se sont efforcés de justifier leur droit sur Jérusalem en déformant la signification des résolutions des Nations unies qui s'appliquent à la ville. La Résolution 181, par exemple, qui fut adoptée par l'Assemblée générale en 1947, recommandait de faire de Jérusalem et de ses environs une ville internationale, ou un corpus separatum. Cependant, les porte-parole arabes font commodément l'impasse sur le fait que la Résolution 181 n'était pas une recommandation contraignante.

Le professeur Julius Stone, l'une des autorités les plus connues du 20^{ème} siècle en matière de jurisprudence et de droit international ²⁸, remarque que la Résolution 181 « manquait de force contraignante » depuis le début, puisqu'elle nécessitait l'acceptation des deux parties concernées :

« Alors que l'Etat d'Israël avait, pour sa part, exprimé son intention de l'accepter, les deux autres Etats concernés la rejetèrent et recoururent illégalement à la force des armes à son encontre. »

En 1968, le juge Lauterpacht écrivait à propos des nouvelles conditions qui avaient surgi depuis 1948 concernant les conceptions originelles de l'internationalisation de Jérusalem :

- « Les Etats arabes ont rejeté le Plan de Partition [de la Palestine] et la proposition d'internationalisation de Jérusalem.
- Les Etats arabes se sont physiquement opposés à la mise en œuvre de la Résolution de l'Assemblée générale. Ils ont tenté, par la force des armes, d'expulser les habitants juifs de Jérusalem et de parvenir uniquement à l'occupation de la Ville.
- En l'occurrence, la Jordanie a obtenu le contrôle de la partie orientale de la Ville, dont la [Jérusalem] intra muros.
- Alors que la Jordanie permettait raisonnablement l'accès aux Lieux Saints chrétiens, elle refusait tout accès aux Lieux Saints juifs ²⁹. C'était une déviation fondamentale par rapport à la tradition de liberté de la pratique religieuse en Terre Sainte, qui s'est développée au cours des siècles. C'était aussi une violation évidente de l'engagement souscrit par la Jordanie dans l'Accord d'Armistice conclu avec Israël, le 3 avril 1949.
- L'article VIII de cet Accord appelait à la création d'un Comité Spécial, constitué de représentants israéliens et jordaniens, pour formuler des plans agréés par tous concernant certains problèmes "qui, en tout état de cause, comprennent les éléments suivants, sur lesquels un accord de principe existe déjà... libre accès aux Lieux Saints et aux institutions culturelles, et utilisation du cimetière [juif] du Mont des Oliviers".
- L'ONU ne s'est pas du tout montrée préoccupée par cette discrimination patente à l'encontre des personnes de confession juive.

- L'ONU a estimé tolérable le contrôle de la Vieille Ville, exercé sans supervision par les forces jordaniennes, malgré le fait que la présence de forces jordaniennes à l'est du Jourdain manquait totalement de justification légale.
- Durant la période 1948-1952, l'Assemblée Générale en vint à accepter que le plan d'internationalisation territoriale de Jérusalem était totalement dépassé par les événements. De 1952 à l'époque actuelle, on n'a rien entendu de plus, concernant cette idée, au sein de l'Assemblée Générale.
- Le 5 juin 1967, la Jordanie viola délibérément l'Accord d'Armistice en attaquant la partie de Jérusalem aux mains d'Israël. Il était hors de doute que cette action jordannienne ne constituait pas une réaction à quelque attaque israélienne. Elle eut lieu en dépit des garanties israéliennes explicites, transmises au Roi Hussein par le truchement du Représentant des Nations unies, stipulant que si la Jordanie n'attaquait pas Israël, Israël n'attaquerait pas la Jordanie. Bien que l'accusation d'agression soit couramment admise à l'encontre Israël s'agissant de la Guerre des Six-Jours, le fait demeure que les deux tentatives faites devant l'Assemblée Générale des Nations Unies, en juin-juillet 1967, pour obtenir la condamnation d'Israël en tant qu'agresseur, ont échoué ³⁰.

Aujourd'hui, Israël a réuni Jérusalem et permet une liberté religieuse sans restriction. L'accès de toutes les confessions de foi à leurs Lieux Saints, dans la Ville de la Paix, unifiée, est assuré. Le Juge, Sir Elihu Lauterpracht, le confirme en ces termes :

« Les musulmans ont bénéficié, sous la tutelle israélienne, de la liberté qui a été refusée aux Juifs durant l'occupation jordannienne. » ³¹.

"Priez pour la paix de Jérusalem", Psaumes 122, 6

Eli E. Hertz

© Myths and Facts

Notes

1. "Jerusalem: A Tale of One City" *The New Republic*, Nov. 14, 1994. (11362). Martin Gilbert est membre permanent honoraire du Merton College, d'Oxford, et biographe de Winston Churchill. Il est l'auteur de "Jerusalem: Illustrated History Atlas" (Vallentine Mitchell) et de "[Jerusalem: Rebirth of the City](#)" (Viking-Penguin).

2. *Ibid.*

3. *Ibid.*

4. Psaumes 137:5 : "Si je t'oublie, Jérusalem, que main droite..."

5. Voir Ken Spiro, "[Jerusalem: Jewish and Moslem Claims to the Holy City](#)," sur le site Aish.com.

6 "The eighty thousand Jews in Palestine, fully one-half are living within the walls, or in the twenty-three colonies just outside the walls, of Jerusalem. This number – forty thousand Jews in Jerusalem - is not an estimate carelessly made. ..." [Ces quatre-vingt mille juifs de Palestine, une moitié d'entre eux vivent à l'intérieur des murs de Jérusalem, ou dans les vingt-trois colonies, à l'extérieur de ses murs. Ce chiffre de quatre-vingt mille Juifs à Jérusalem n'est pas une estimation imprudente...], Edwin S. Wallace, ancien Consul des Etats-Unis, "The Jews in Jerusalem", *Cosmopolitan magazine* (1898; l'original de cet article est en possession de l'auteur [E. Hertz]).

7. "[JERUSALEM - Whose City?](#)" sur le site de Christian Action For Israel.

8. "[Dome of the Rock](#)" sur le site Sacred Sites.

9. See Ken Spiro, "[Jerusalem: Jewish and Moslem Claims to the Holy City](#)," sur le site de Aish.com.

10. Daniel Pipes, "[If I Forget Thee: Does Jerusalem Really Matter to Islam](#)," *New Republic*, April 28, 1997, sur le site de D. Pipes.

11. See Ken Spiro, "[Jerusalem: Jewish and Moslem Claims to the Holy City](#)," sur le site de Aish.com.
12. Daniel Pipes, "[If I Forget Thee: Does Jerusalem Really Matter to Islam](#)," *New Republic*, April 28, 1997.
13. *Ibid.*
14. See Ken Spiro, "[Jerusalem: Jewish and Moslem Claims to the Holy City](#)."
15. Dore Gold, "[Jerusalem in International Diplomacy](#)," Jerusalem Center for Public Affairs.
16. "Jerusalem: A Tale of One City," *The New Republic*, Nov. 14, 1994. (11362) [sur Martin Gilbert, voir note 1, ci-dessus.]
17. *Ibid.*
18. *Ibid.*
19. Dore Gold, "[Jerusalem in International Diplomacy](#)."
20. Sur ces chiffres et pour plus de statistiques, voir : "[Jerusalem: The City's Development from a Historical Viewpoint](#)," sur le site du Ministère israélien des Affaires étrangères.
21. Rami Yizrael, "[The Jewish Quarter in Old Jerusalem in the War of Independence](#)" (en hébreu), Jerusalem: Ben Zvi Institute.
22. Le Droit de Retour dont il est question ici, a trait aux exigences arabes qu'Israël permette à tous les Palestiniens qui avaient fui en 1948, et à ceux qui étaient partis en 1967 – soit plus de quatre millions de personnes selon leurs propres estimations – d'envahir Israël démographiquement.
23. Selon le Ministre égyptien des Waqfs According to Egyptian Minister of Waqfs (fondations religieuses), Mahmoud Hamdi Zakzouk, "[Jews have no legitimate claim to Al-Buraq Wall](#)," [les Juifs n'ont pas de revendication légitime sur le mur Al-Buraq] April 28, 2001. C'est au Mur Occidental, prétend-on, que le prophète avait attaché son destrier ailé, durant le "Voyage Nocturne", avant son 'ascension' dans les cieux.
24. Mark Ami-Ei, "[Destruction of the Temple Mount Antiquities](#)," August 2002, Jerusalem Center for Public Affairs, August 1, 2002.
25. Dore Gold, "Jerusalem in International Diplomacy."
26. Judge, Sir Elihu Lauterpacht "Jerusalem and the Holy Places," The Anglo-Israel Association, October 1968. Lauterpacht a été juge ad hoc de la Cour internationale de Justice. Il a également publié « Aspects de l'Administration de la Justice Internationale » (1991). Il est directeur du Centre de recherche pour le droit international de l'Université de Cambridge, et membre du Groupe d'Arbitrage du Centre Bancaire Mondial pour le règlement des différends relatifs aux investissements.
27. *Ibid.*
28. Professor Julius Stone, *Israel and Palestine - Assault on the Law of Nations* (Johns Hopkins University Press, 1981). Ce travail constituait une analyse détaillée des principes centraux du droit international qui régissent les questions soulevées par le conflit arabo-israélien. Le professeur Stone a été reconnu comme l'une des autorités majeures du XXe siècle, en Droit des Nations, et comme l'une des autorités les plus connues au monde en matière de Jurisprudence, comme en Droit International. Ses 26 ouvrages majeurs contiennent les textes qui font autorité dans les sujets suivants : Contrôle Juridique des Conflits Internationaux, Agressions et Ordre mondial, Cour internationale et Crise mondiale, Domaine et Fonction de la Loi.
29. L'accès à tous les Lieux Saints, alors sous contrôle jordanien, était interdit à tous les citoyens de l'Etat d'Israël.
30. Des projets de résolutions tentèrent de flétrir Israël comme étant l'agresseur et l'occupant illégal, en raison de la Guerre des Six-Jours de 1967,; elles furent toutes rejetées par l'Assemblée Générale des Nations Unies et le Conseil de Sécurité. Voir :

[A/L.519, 19 June 1967](#), soumise par l'Union des Républiques Socialistes Soviétiques :

[Israël, en violation flagrante de la Charte des Nations Unies et des principes universellement acceptés du Droit International, a perpétré une agression préméditée et préparée antérieurement à l'encontre de la République Arabe Unie, de la Syrie et de la Jordanie ...". "Israel, in gross violation of the Charter of the United Nations and the universally accepted principles of international law, has committed a premeditated and previously prepared aggression against the United Arab Republic, Syria and Jordan ..."

[A/L. 521, 26 June 1967](#), submitted by: Albania "Resolutely condemns the Government of Israel for its armed aggression against the United Arab Republic, the Syrian Arab Republic and Jordan, and for the continuance of the aggression by keeping under its occupation parts of the territory of these countries;"

[A/L. 522/REV.3*, 3 July 1967](#), submitted by: Afghanistan, Burundi, Cambodia, Ceylon, Congo (Brazzaville), Cyprus, Guinea, India, Indonesia, Malaysia, Mali, Pakistan, Senegal, Somalia, United Republic of Tanzania, Yugoslavia and Zambia. "Calls upon Israel to withdraw immediately all its forces to the positions they held prior to 5 June 1967".

[A/L.523/Rev.1, 4 July 1967](#), submitted by: Argentina, Barbados, Bolivia, Brazil, Chile, Colombia, Costa Rica, Dominican Republic, Ecuador, El Salvador, Guatemala, Guyana, Honduras, Jamaica, Mexico, Nicaragua, Panama, Paraguay, Trinidad and Tobago and Venezuela. "Israel to withdraw all its forces from all the territories (emphasis added) occupied by it as a result of the recent conflict."

31. Judge, Sir Elihu Lauterpracht, "Jerusalem and the Holy Places," p. 11.

32. Professor, Judge Schwebel. What Weight to Conquest? in "Justice in International Law", Cambridge University Press, 1994.

33. "[What started the al-Aqsa Intifada in September 2000?](#)"

34. "[Suicide bombing at the Sbarro pizzeria in Jerusalem, August 9, 2001.](#)"

Mis en ligne le 25 mai 2009, par M. Macina, sur le site upjf.org